

# Regards croisés sur la capture de l'Etat

Présentation de Tasnim Chirchi

Sociologue

# Comprendre et analyser la capture de l'Etat: une analyse sociologique

«Je tiens seulement à vous rappeler dès maintenant que c'est vous qui avez créé cet État, dans une large mesure au moyen de structures politiques et quasi politiques qui sont sous votre contrôle. Aussi vaudrait-il mieux s'abstenir d'accuser le miroir.»  
Vladimir Poutine, lors d'une réunion avec des dirigeants d'entreprises russes en juillet 2000 (Hoffman, 2000)



# Définition de la capture de l'Etat

# Phénomène systémique

- La capture de l'État est un type de **corruption politique systémique** dans laquelle **les intérêts privés** influencent considérablement **les processus décisionnels d' un État à leur propre avantage**.
- Le terme a été utilisé pour la première fois **par la Banque mondiale** , vers l'an 2000, pour décrire la situation dans certains pays d' Asie centrale en transition du communisme soviétique.
- Plus précisément, il a été appliqué à des situations où **de petits groupes corrompus ont utilisé de leur influence sur les fonctionnaires du gouvernement pour s'approprier la prise de décision du gouvernement afin de renforcer leurs propres positions économiques**; les membres de ces groupes deviendront plus tard connus sous le nom d' **oligarques** .
- Les allégations de capture de l'État ont conduit à des manifestations contre le gouvernement en **Bulgarie** en 2013-2014 et en **Roumanie** en 2017, et ont provoqué une controverse en **Afrique du Sud** à partir de 2016

# Manipulation des lois et des politiques

- La définition classique de la capture de l'État fait référence à la manière dont **les procédures formelles (telles que les lois et les normes sociales) et la bureaucratie gouvernementale sont manipulées par des particuliers et des entreprises afin d'influencer les politiques et les lois de l'État en leur faveur.**
- La capture de l'État cherche à influencer la formation des lois afin de protéger et de promouvoir des intérêts privés influents. De cette manière, il diffère de la plupart des autres formes de corruption qui visent plutôt une application sélective des lois déjà existantes

# Subversion de tous les processus

- La capture de l'État n'est pas nécessairement illégale, selon la détermination de l'État capturé lui-même, et peut être tentée par le biais de pressions et d'influences privées .
- L'influence peut être exercée par **une série d'institutions étatiques**, y compris le législatif , l' exécutif , les ministères et le pouvoir judiciaire , ou par un processus électoral corrompu .
- Elle est **similaire à la capture réglementaire** mais **diffère par l'échelle et la variété des zones influencées** et, contrairement à la capture réglementaire, **l'influence privée n'est jamais manifeste**. Les influences privées ne peuvent être découvertes par des processus légaux, puisque **le processus législatif, judiciaire, électoral et / ou les pouvoirs exécutifs ont été subvertis**.

## Facteurs distinctifs

- Un facteur qui distingue cette forme de corruption des autres est que, bien que **dans les cas de corruption le résultat (de la politique ou de la décision réglementaire) ne soit pas certain**, dans **les cas de capture par l'État, le résultat est connu et est hautement susceptible d'être bénéfique pour les ravisseurs de l'État**.
- En outre, dans les cas de corruption (même de corruption endémique), il y a **pluralité et concurrence des corrupteurs** pour influencer le résultat de la politique ou la répartition des ressources.
- En revanche, dans la capture par l'État, les décideurs sont généralement plus en position d'**agents** que les principaux (c'est-à-dire les ravisseurs), qui fonctionnent soit de manière **monopolistique, soit oligopolistique** (non concurrentielle).



# President-elect Donald Trump



Chairman and president of

Appoints the head of

Ivanka Donald Jr Eric



**TRUMP**  
Organization

**General Services Administration**



Owns the hotel

**Trump International Hotel Washington DC**

Negotiates the lease for





# Capture de l'Etat et subversion de la démocratie

# Un recul de la démocratie

- **Le recul démocratique** , également connu sous le nom d'autocratisation et de dé-démocratisation , est **un déclin progressif de la qualité de la démocratie** et le contraire de la démocratisation, qui peut entraîner la perte de ses qualités démocratiques par l'État, devenant une autocratie ou un régime autoritaire .
- Le déclin démocratique est causé par **l'affaiblissement, dirigé par l'État, des institutions politiques qui soutiennent le système démocratique**, comme la transition pacifique du pouvoir ou des systèmes électoraux.

# La démocratie n'est pas à l'abri de sa subversion

- La politologue Nancy Bermeo soutient que les formes flagrantes de recul démocratique, telles que les coups d'État classiques et illimités et la fraude le jour des élections, ont diminué depuis la fin de la guerre froide, tandis que des formes plus subtiles et «vexantes» de recul ont augmenté.
- Ces dernières formes de recul entraînent l'affaiblissement des institutions démocratiques de l'intérieur.

# Subversion progressive

- Le recul démocratique peut se produire de plusieurs manières courantes.
- La rétrogradation est souvent menée par des dirigeants démocratiquement élus, qui utilisent des tactiques «progressives plutôt que révolutionnaires». »
- Autoritarisme furtif

# Formes de subversion de la démocratie et de recul démocratique

- Populisme
- Aggrandissement de l'exécutif



Déconnexion entre élites politiques et citoyens: baisse du capital de confiance

# La démocratie n'est pas un processus linéaire

- Il est un fait que la démocratie libérale est depuis plus d'une décennie sur la défensive et connaît une montée des autocrates et des régimes autoritaires dans de nombreuses régions du monde.
- L'histoire de la démocratie libérale est faite de hauts et de bas, des avancées et des reculs selon les contextes historiques, politiques, économiques et sociaux, de même que géopolitiques.
- Il est un fait que **l'interaction entre logique politique et logique économique fait la trame de fond de l'histoire des sociétés capitalistes modernes : entre la logique émancipatoire du politique et la logique économique du capitalisme (ne servant que les intérêts privés de quelques uns). Ce n'est pas quelque chose de nouveau.**

# L'équilibre nécessaire et manquant

- Les avancées en matière de droits sociaux et économique ont été réalisées au prix de luttes et combats sociaux et politiques de longues haleines, établissant un équilibre entre l'économique et le politique, entre droits et capital, entre démocratie et marché.
- Les luttes citoyennes et sociales sont celles qui ont toujours mis des limites aux excès de la logique chrématistique.
- Le néolibéralisme se caractérise par le refus de toute limite, morale, juridique et politique à cette logique du gain.



# Domination de la chrématistique

- La globalisation signale la levée des limites au retour du libéralisme absolu : les échecs et affaiblissement des projets socio-politiques de réforme du capitalisme qui avaient mis des limites à la domination de la logique du profit ( ex: la fin du socialisme) et Fin des espoirs d'une alternative au capitalisme + désengagement de l'Etat visa vis des plus faibles.
- **Bref tout cela est l'histoire de l'Europe et du monde globalisé relativement à la domination de la logique économique**

# Transformations du rôle de l'Etat

- Transformation du rôle de l'Etat dans le contexte de l'après guerre froide, ainsi que des nouveaux rapports entre la logique économique et la logique politique (transformation des modes de régulation de la société, de l'économie, etc).
- C'est une transformation dont l'analyse phénoménologico-politique nous renvoie à la sortie de ces sociétés de la modernité au sens émancipatoire et leur balancement dans la postmodernité, phénomènes analysés par de nombreux sociologues contemporains.
- Analyse qui doit retourner aux conditions de possibilité de cette situation par une analyse systémique structurelle: qu'est-ce qui a permis cette subversion de la démocratie?
- Effets qui se font encore largement sentir: Recherche d'un nouveau contrat social dans ces sociétés et dans le monde
- rôle de la redevabilité sociale et du contrôle citoyen

# Contextualisati on

- Vue d'ici en Tunisie, puisque nous sommes invités à croiser nos regards et non pas à regarder du même bord, la question de la capture de l'Etat nécessite une contextualisation:
- C'est un phénomène systémique: il faut analyser la construction et la mise en place de ce système ainsi que sa cristallisation.



# Le capitalisme de copinage

*All in the Family: State Capture in Tunisia*



nawaa

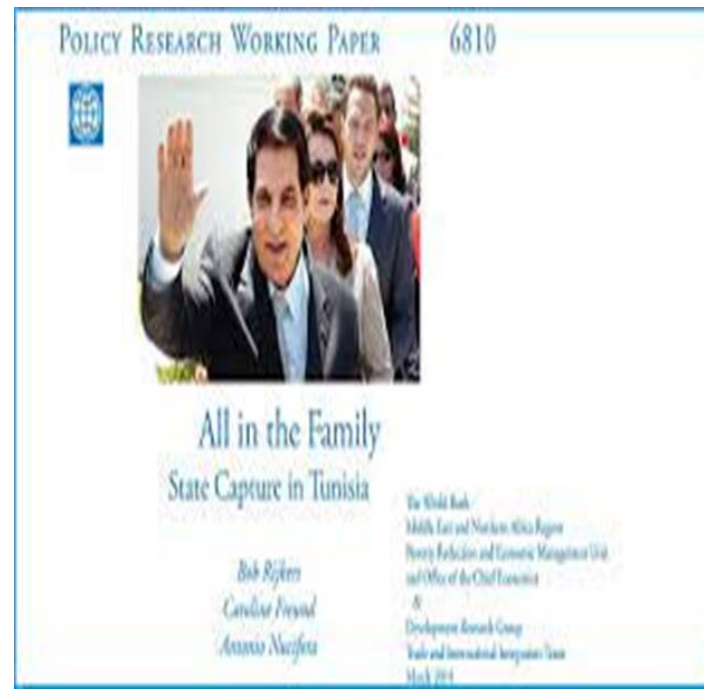
Ben Ali

Sakhr Matri

Leila Trabelsi

All in the Family: State Capture in Tunisia

Intitulée ***All in the Family, State Capture in Tunisia***, l'étude est publiée le 27 mars 2014, dans une série de documents de travail de la Banque mondiale consacrés à la recherche sur les politiques. Ses auteurs concluent que le « clan » de l'ancien dirigeant tunisien, a investi dans des secteurs lucratifs dont l'accès était protégé, principalement par un **système d'autorisations préalables et le recours aux pouvoirs exécutifs pour modifier la législation en faveur du régime, créant ainsi un système à grande échelle de capitalisme de copinage.**



# Manipulation réglementaire

Cette étude menée par des chercheurs de la Banque mondiale affirme que l'ancien régime tunisien **s'est servi de la réglementation en vigueur et a créé de nouvelles lois pour servir les intérêts de la famille de l'ex-président Ben Ali et des proches du régime.**

**la réglementation a été manipulée** au point que ce groupe de privilégiés avait la mainmise, à la fin de 2010, sur plus **de 21 % des bénéfices** réalisés par le secteur privé dans le pays.

# Méthodologie de la recherche

- Les auteurs ont établi une base de données unique portant sur 220 entreprises liées à Ben Ali et recensées par la commission de confiscation créée peu de temps après le soulèvement de 2011
- L'analyse des données de la commission révèle que les entreprises étudiées étaient étroitement liées à la famille de l'ancien président.
- L'examen des données des entreprises et des décrets signés par Ben Ali sur une période de 17 ans prouve que la législation a souvent servi à promouvoir les intérêts du clan et à les protéger de la concurrence.
- Les données collectées font état de 25 décrets promulgués au cours de cette période qui introduisaient de nouvelles exigences d'autorisation préalable dans 45 secteurs différents et de nouvelles restrictions en matière d'investissements directs étrangers (IDE) dans 28 secteurs.
- Conséquence : plus d'un cinquième des bénéfices du secteur privé revenait aux entreprises des proches du régime.



**Selon Bob Rijkers, chercheur au Département de la recherche de la Banque mondiale et auteur principal de l'étude:**

*« l'action interventionniste de l'État dans le secteur industriel profitait à la famille du président et servait en fait à camoufler un système de rentes. Il est en effet prouvé que l'État a permis aux membres du régime à la recherche de rentes d'accaparer une partie importante du secteur privé en mettant les entreprises proches de la famille à l'abri de la réglementation en vigueur ou en leur octroyant des avantages particuliers. Plus pernicieux encore, nous avons la preuve que les règlements ont été aménagés pour servir des intérêts personnels et favoriser la corruption ».*

# Une ouverture de façade


- Selon l'étude de la Banque, l'ouverture du cadre réglementaire du pays portant sur l'investissement privé n'était qu'apparente et l'attitude favorable de l'ancien régime à l'égard du développement du secteur privé cachait les pratiques discriminatoire et les problèmes sous-jacents de l'économie tunisienne.
- L'ouverture de la Tunisie a été en grande partie un mirage, de vastes pans de l'économie étant fermés et nombre d'entre eux étant aux mains d'intérêts proches du régime.

# Une perversion systémique

- La corruption de la famille Ben Ali était notoire et constituait une source de frustration manifeste pour la population tunisienne.
- Pourtant, les preuves de corruption étaient jusqu'en 2011 en grande partie anecdotiques (Wikileaks).
- À l'analyse, cependant, les données révèlent que ces anecdotes étaient non seulement vraies, mais aussi révélatrices d'une **perversion systématique de la politique industrielle du pays**

# Dipositif réglementaire et pratiques de favoritisme

- Le dispositif réglementaire s'est transformé en un écran permettant à une minorité proche du pouvoir politique de profiter de privilèges, d'obtenir des rentes et de réaliser des profits injustifiés.
- Un faisceau de restrictions administratives et d'obstacles aux investissements étrangers, de règles et de pratiques permettait de protéger certains secteurs et les entreprises dans lesquelles opéraient les familles proches du régime.
- Cette situation a fait en sorte que près de 220 entreprises de la famille Ben Ali accaparaient 21 % des bénéfices réalisés par le secteur privé, alors qu'elles n'employaient que 1 % de la main-d'œuvre du pays.
- Les Tunisiens vivaient dans un système économique injuste où un nombre limité de personnes s'accaparaient des profits et des opportunités et profitaient de la richesse ainsi créée.
- Ces pratiques de favoritisme se manifestaient sous plusieurs formes : Amendements répétés du Code d'incitation à l'investissement en faveur de certaines personnes ; Enfreintes discrétionnaires aux lois réglementant l'activité économique et les règles de la concurrence; Rétention de l'information sur les opportunités d'affaires indispensables aux opérateurs économiques pour le développement de leurs activités ; Attribution des licences et des marchés publics sans respect des procédures et de l'égalité des chances.
- Les entreprises proches du pouvoir ont ainsi fait une concurrence déloyale sur le marché intérieur. Les obstacles à l'accès au marché et les procédures administratives créent des rentes de situation tirées par les proches du pouvoir.



Obstacles structurels  
qui persistent et  
résistent

Des avancées  
bien réelles en  
matière de  
droits....Mais



## ...Une structure réglementaire qui persiste

- la structure réglementaire créée par l'ancien régime reste en grande partie inchangée aujourd'hui
- « *Le problème du capitalisme de copinage ne concerne pas seulement Ben Ali et son clan : il demeure l'un des principaux problèmes de développement auxquels la Tunisie est confrontée aujourd'hui* », commente l'économiste de la Banque mondiale **Antonio Nucifora, économiste principal pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)**.
- « *après la révolution, le système économique qui existait sous Ben Ali n'a pas changé de façon significative. À la faveur de la révolution, les Tunisiens se sont débarrassés de l'ex-président Ben Ali et des pires aspects de la corruption, mais les politiques économiques restent largement intactes et sujettes à des abus. Le cadre de politiques publiques hérité de l'ère Ben Ali perpétue l'exclusion sociale et favorise la corruption* ».



# Des retards structurels de l'économie

Selon l'OCDE, l'analyse détaillée de l'évolution structurelle de l'économie au niveau macroéconomique et sur le plan de la dynamique des entreprises, fait ressortir les retards structurels de l'économie et le piétinement des entreprises en matière de croissance, création d'emplois et productivité.

# Secteur financier désuet

- l'incapacité du secteur financier à orienter les ressources en direction des projets les plus productifs

# Politiques de régulation du marché du travail maintenant le chômage

- En dépit de leurs intentions louables, les politiques de régulation du marché du travail ont eu pour résultat d'inciter encore davantage les entreprises à poursuivre des activités à faible valeur ajoutée, ce qui a accru le chômage parmi les diplômés et la précarité de l'emploi.

# Une production à faible valeur ajoutée

- Une politique d'investissement qui a conduit (par le biais du Code d'Incitation aux Investissements) à la segmentation de l'économie en deux secteurs (on shore et offshore), au détriment de leur performance respective, et a contribué au maintien d'une production à faible valeur ajoutée

# Complexité de l'intervention de l'Etat favorisant une corruption généralisée

- la complexité de l'intervention de l'État dans l'économie a favorisé l'apparition d'une corruption et d'un népotisme généralisés et coûteux, entraînant ainsi une aggravation de l'inégalité des chances

# Absence de concurrence et persistance du capitalisme de copinage

- l'absence de concurrence qui caractérise les marchés tunisiens, ce phénomène ayant pour effet d'alimenter un système de rentes et un capitalisme de copinage, d'entraver les performances de l'économie et d'affaiblir la croissance de la productivité et la création d'emplois

## Un tigre menotté

- La Tunisie est un paradoxe économique : autant elle dispose des atouts nécessaires pour devenir le « Tigre de la Méditerranée », autant ce potentiel économique peine à se concrétiser.
- des activités économiques sont soumises 50% à des autorisations et/ou restrictions à l'investissement
- 10 fois plus élevé est le prix des communications internationales  
30% plus élevé est le prix des billets d'avion
- La faible concurrence accable l'activité économique au lieu de la soutenir
- Les barrières à la concurrence et les procédures administratives pesantes constituent un lourd tribut pour la compétitivité des entreprises
- La réglementation excessive de l'activité économique a favorisé l'émergence de l'économie de « copinage » et le népotisme

## Démocratie inachevée:

- La démocratie tunisienne restera inachevée et régressera si les questions fondamentales de la gestion de l'économie et le système des privilèges économiques basé sur le capitalisme de copinage et la capture de la réglementation ne connaissent pas de transformations réelles.
- Il y a une nécessité pour la construction d'un nouveau contrat social-économique, qui permettra de libérer les énergies de l'innovation et démocratisera les modes de régulation de l'économie et de la société.



**Fin de la  
présentation**



**Merci pour  
votre attention**